



PLUi de la Grandvallière

8. Servitudes d'utilité publique & Bois soumis au régime forestier

Elaboration du PLUi
approuvée le : 25 octobre 2022

Arrêté de prescription de modification
simplifiée n°1 du PLUi le :

Le Président :

Le Président :



Une montagne *qui vit*

Un territoire en *action*

Enregistré le 23.1.91

COURRIER ARRIVÉ le
21 JAN. 1991 HN
DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Service Aménagement et Urbanisme

+ HE
+ ADS?

DEPARTEMENT DU JURA
DIRECTION DE L'EQUIPEMENT
Service Aménagement et Urbanisme

REPUBLIQUE FRANCAISE

Servitude de passage pour
pistes de ski de fond, parcours
et terrains d'exercices sur le
territoire de la commune de
PRENOVEL

LE PREFET,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

ARRETE N° 20



Vu les articles 52, 53 et 54 de la loi n°85.30 du 9 Janvier 1985 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L 11-1 à L 11-8 et R 11-1 à R 11-31 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Prénovel en date du 2.11.88 demandant l'institution d'une servitude de passage pour les pistes de ski de fond, situées sur l'ensemble du territoire de la commune de Prénovel ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 462 D.D.E. du 25.10.89 prescrivant l'enquête publique et l'enquête parcellaire sur la servitude de passage pour pistes de ski de fond, parcours et terrains d'exercice sur le territoire de la commune de Prénovel ;

Vu le dossier de l'enquête préalable à la D.U.P. et de l'enquête parcellaire et le registre afférent avec l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Prénovel en date du 31.08.90 demandant à Monsieur le Préfet d'instituer la servitude EL 4 ;

Vu la proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 13 NOV. 1990;

A R R E T E

ARTICLE 1er

Une servitude destinée à supporter les pistes de ski de fond, parcours et terrains d'exercices est instituée sur l'ensemble du territoire de la commune de PRENOVEL, conformément aux tracés indiqués sur le plan au 1/5 000 annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2

La liste des propriétaires concernés et parcelles correspondantes sur lesquelles s'applique la servitude de passage est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 3

Cette servitude sera établie dans les conditions et selon les modalités suivantes :

- L'emprise de la servitude aura une largeur de 10 m sur les parcelles définies à l'article 2.
- La période d'application de la servitude comprend les mois de Décembre, Janvier, Février, Mars et Avril de chaque année.
- Le tracé des pistes de fond sera à une distance d'au moins 20 m de tout bâtiment à usage d'habitation ou professionnel. Elle ne pourra pas être établie sur des terrains attenants à des maisons d'habitation et clos de murs en matériaux durables et adhérent au sol.

ARTICLE 4 - Effets de la servitude

Le concédant s'obligera :

- 1 - à laisser aux pratiquants de sports d'hiver le droit de passage pendant la période d'enneigement skiable et ce sur son terrain non attenants à des habitations et non clos de murs en matériaux durables et adhérent au sol.
- 2 - à ne pas modifier l'état des lieux de façon à faire obstacle même provisoirement au libre passage des skieurs ou au bon fonctionnement des engins de damage.
- 3 - à autoriser les agents de la commune à procéder à l'enlèvement éventuel d'obstacles naturels ou artificiels non adhérents au sol et en matériaux non consolidés sur des terrains non attenants à des habitations et non clos de murs en matériaux durables et adhérent au sol.

ARTICLE 5

Le concédant conservera l'entière propriété du sol avec tous les droits y attachés et notamment, passage, plantations de toute nature à l'exclusion d'arbres de haute tige.

Il obligera en cas de location ses locataires au respect des conditions arrêtées par les présentes.

ARTICLE 6 - Droits résiduels du concédant

Possibilité pour le concédant de modifier l'état des lieux sous condition d'en avoir reçu l'autorisation préalable.

Le silence de la commune pendant deux mois après saisine par le concédant vaut accord tacite.

ARTICLE 7

La commune devra à la fin de la période hivernale et au plus tard le 31 mai, reconstituer ou rétablir les murs en pierres sèches ou clôtures qui auraient été démolis ou déposés, puits à voûte ou sans, pour permettre le passage des engins de damage. Les terrains devront être laissés libres de toute pollution (bris de verre, dépôts divers, ...).

ARTICLE 8 - Indemnisation

Une indemnité sera prévue s'il résulte pour le concédant du fait de l'institution de la servitude un dommage direct actuel et certain.

Ne donne pas lieu à indemnité la suppression des obstacles placés en violation de ladite servitude.

La demande d'indemnité doit à peine de forclusion parvenir au Maire de PRENOVEL dans le délai d'un an à compter de la date où le dommage aura été causé ou révélé.

Le montant de l'indemnité est fixé soit amiablement, soit, en cas de désaccord par le juge de l'expropriation.

Le montant de l'indemnité de privation de jouissance est calculé compte-tenu de l'utilisation habituelle antérieure du terrain.

Cette indemnité est à la charge de la commune.

ARTICLE 9 - Responsabilité

La commune de PRENOVEL souscrira une assurance garantissant sa responsabilité vis à vis de toutes formes d'accidents pouvant atteindre les usagers, les propriétés, les propriétaires, se substituant ainsi à la responsabilité du propriétaire.

ARTICLE 10

Les pistes ou parcours ainsi définis seront reportés au Plan d'Occupation des Sols de la commune de **PRENOVEL**

Les effets de l'inscription sur la liste prévue à l'article 2 du présent arrêté suivent le terrain supportant les pistes ou parcours en quelques mains qu'ils passent.

ARTICLE 11

MM. le Secrétaire Général du JURA, le Sous-Préfet de SAINT CLAUDE, le Chef d'escadron commandant le groupement de gendarmerie du JURA, le Maire de PRENOVEL sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et affiché aux endroits en usage dans la commune de PRENOVEL une ampliation en sera adressée à chacun des propriétaires figurant sur la liste ci-annexée.

Lons le Saunier, le 11 JAN. 1991

Le PREFET,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
Le Secrétaire en Chef



J. DOLE

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

Daniel WOJCIECHOWSKI

COMMUNE DE PRENOVEL

SERVITUDE DE PROTECTION DES PISTES DE SKI DE FOND

LISTE DES PARCELLES CONCERNEES CLASSEES PAR PROPRIETAIRE

L'indication * repère les parcelles en indivision

NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES		REFERENCES CADASTRALES
M. ALABOUVETTE Jean	21150 VENAREY LES LAUMES	AD 21* ZB 115*, 125*
Mme ALABOUVETTE Léon	27, rue des Fleurs 21000 DIJON	AD 21* ZB 115*, 125*
M. ALABOUVETTE Marcel	Le Vernois 39210 VOITEUR	AC 24 ZB 153
M. et Mme ALABOUVETTE Maurice	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AD 36 ZA 113 ZB 9, 47, 110, 116, 123
Melle ALABOUVETTE Michelle	27, rue des Fleurs 21000 DIJON	AD 21* ZB 115*, 125*
ASSOCIATION FONCIERE	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZB 71, 85 ZC 17, 32
Mme BENOIT Roger	La Chaumusse 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AD 48*, 49* ZB 126, 130
M. BOURGEAT Bernard	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZB 124
M. BOURGEOIS REPUBLIQUE Gaston	Chaux des Prés 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZC 28
M. Mme BOURGEOIS REPUBLIQUE G.	Chaux des Prés 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 161 ZB 136, 145
M. et Mme BOUVERET Gilbert	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZC 22, 23
Mme BOUVET dit MARECHAL MOULIN	39400 MOREZ	ZB 70
SUCCESSION BOUVET MARECHAL Irène		ZA 127
SUCCESSION BRENET Eugène		ZB 185
M. et Mme BUNOD René	Etival 39130 CLAIRVAUX LES LACS	ZA 343*, 344*
Mme CAMELIN Charles	42, avenue Vizani 69200 VENISSIEUX	AC 26, 46, 56, 78 AD 20, 118 ZC 86
Mme CAMELIN Geneviève	42, avenue Vizani 69200 VENISSIEUX	ZA 446
M. CHARTON Georges	Grande Rivière 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZC 46

COMMUNE DE PRENOVEL

SERVITUDE DE PROTECTION DES PISTES DE SKI DE FOND

LISTE DES PARCELLES CONCERNEES CLASSEES PAR PROPRIETAIRE

L'indication * repère les parcelles en indivision

NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES		REFERENCES CADASTRALES
M. CHAUVIN Claude	Labergement Sainte Marie 25160 MALBUISSON	ZB 104
COMMUNE DE PRENOVEL	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AB 20, 22, 23, 24, 28, 29 39, 51, 53, 60, 62, 64, 65, 70 AC 2, 4, 5, 6, 7, 8, 32, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 59, 60, 61, 62, 72, 75 AD 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 109, 110, 111, 114 ZA 422, 453 ZB 194 ZC 30, 44, 101, 102, 103
Mme CROUZET Françoise	12, rue Courteline 01100 OYONNAX	ZA 160
Mme DUPARCHY Jacqueline	39, rue Champ Didier 39170 SAINT LUPICIN	ZA 93*
M. et Mme DUTEL Michel	Sur la Roche Lavans les St Claude 39170 SAINT LUPICIN	ZB 103
M. FAIVRE Noël	Etival 39130 CLAIRVAUX LES LACS	AD 46, 47, 119
M. et Mme GARRIGUE	Place du Moulin à Vent 91130 RIS ORANGIS	ZB 144
M. GIROD Jean Louis	Rue des Salines 39000 LONS LE SAUNIER	ZB 135, 154, 158
M. GOYARD Maurice	39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 120, 126, 130
M. GREGIS Paul	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 45
Mme GUY André Geneviève	Boissia 39130 CLAIRVAUX LES LACS	ZA 168
M. et Mme GUYETAND Gaston	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AC 51 AD 11, 12 ZA 47, 48, 97, 122 ZB 89 ZC 38
Melle GUYETAND Marie	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AD 48*, 49* ZA 157 ZB 133, 134, 226*, 228* ZC 21*, 34, 37*, 80, 85*, 90*
Melle GUYETAND Pauline	1, rue Montaigne 01100 OYONNAX	ZB 226*, 228* ZC 21*, 37*, 45, 85*, 90*

COMMUNE DE PRENOVEL

SERVITUDE DE PROTECTION DES PISTES DE SKI DE FOND

LISTE DES PARCELLES CONCERNEES CLASSEES PAR PROPRIETAIRE

L'indication * repère les parcelles en indivision

NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES		REFERENCES CADASTRALES
Melle JANIER Blanche	Pont de Poitte 39130 CLAIRVAUX LES LACS	AC 27
M. JANIER DUBRY Claude	55500 LIGNY EN BARROIS	AC 79
M. JANIER DUBRY Gérard	Place Nationale 42400 SAINT CHAMOND	AC 44 ZA 34
M. JANIER Gaston	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZB 122*, 157*
M. JANIER Michel	La Chaumusse 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZB 122*, 157*
M. JANIER DUBRY Albert	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZB 129, 141
Mme JANIER DUBRY Louis Suzanne	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 50, 181, 183
M. JANIER DUBRY Noël	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 31, 169
Mme JAVOUREZ Pierre	29, rue du Cassel 59155 FACHES THUMESNIL	ZA 103
L'ENTRAIDE BRESSANNE	71270 PIERRE DE BRESSE	ZC 19
Mme LANCON Huguette	26, rue Vendémiaire 70000 VESOUL	ZA 110
Mme LOCATELLI Daniel Edith	Chemin de Besancenot 39600 ARBOIS	ZA 93*
Mme MARTIN Gabriel	Saint Pierre 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZB 8, 150
M. MARTINE Jean	139, avenue du Général de Gaulle 92 VANVES	ZA 172
Mme MATHIEU Adrien	Ronchaux Etival 39130 CLAIRVAUX LES LACS	ZC 51
Mme METRIS Guy	Scey sur Saône et Saint Albin 70360 TRAVES	AC 29, 47
Mme MOREL Yves Josette	Les Piards 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 24
Mme MOUREY Pierre	39110 SALINS LES BAINS	ZB 69, 81, 229 ZC 31, 91
M. MOUTENET Albert	Saint Agnès 39190 BEAUFORT	ZA 153

COMMUNE DE PRENOVEL

SERVITUDE DE PROTECTION DES PISTES DE SKI DE FOND

LISTE DES PARCELLES CONCERNEES CLASSEES PAR PROPRIETAIRE

L'indication * repère les parcelles en indivision

NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES		REFERENCES CADASTRALES
P.E.P. LONS LE SAUNIER	335, rue Ragmey 39000 LONS LE SAUNIER	ZC 6
M. et Mme PIARD Claude	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AC 22, 43, 45, 48, 53, 54 AD 15, 27, 28, 29, 30, 31 32, 44, 45 ZB 48 ZC 20, 24, 25, 33, 49, 89, 129
Mme PIARD Ernest	Chaux des Prés 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZC 27
Melle PIARD Jeannine	Les Piards 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 41
M. PIARD Michel	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AC 52 AD 106 ZC 15
M. et Mme PIARD Paul	Maison de retraite 39000 LONS LE SAUNIER	AD 7 ZA 25, 26, 123, 128, 164, 338
M. et Mme PIARD Vital	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 42, 94, 98, 99, 124, 125, 129, 307, 346a, 408 ZB 184, 186
Mme PIDO Albert	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AC 23 AD 105 ZB 51
M. PIDO Albert	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZB 49, 86, 87 ZC 18, 110
M. PIDO Arthur	39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AD 8, 16
Mme PROST René	Les Poncets 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 337
Mme REFFAY Georges	Chaux des Prés 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZC 26
Mme RENAUD André	7, rue Lavoisier 39000 LONS LE SAUNIER	AD 35 ZA 9, 10, 11, 111 ZB 88, 102
Mme ROMAND André	Châtel de Joux 39130 CLAIVAUX LES LACS	ZC 29, 84, 128
M. ROMAND Charles	Châtel de Joux 39130 CLAIRVAUX LES LACS	ZC 35*
M. ROMAND Joseph	92, rue du Bois 59000 LILLE	ZC 35*, 36, 81

COMMUNE DE PRENOVEL

SERVITUDE DE PROTECTION DES PISTES DE SKI DE FOND

LISTE DES PARCELLES CONCERNEES CLASSEES PAR PROPRIETAIRE

L'indication * repère les parcelles en indivision

NOM ET ADRESSE DES PROPRIETAIRES		REFERENCES CADASTRALES
M. ROMAND Louis	Châtel de Joux 39130 CLAIRVAUX LES LACS	ZC 35*
Mme SANDY Pierre	3 bis, rue Chevalier de la Barre 93 LE BOURGET	ZA 184
STE FORESTIERE DU TOURGERET	Etival 39130 CLAIRVAUX LES LACS	AD 33, 34
M. THEVENOT André	Villards sur Bienne 39200 SAINT CLAUDE	AC 28*
M. THEVENOT Louis	Villards sur Bienne 39200 SAINT CLAUDE	AC 28*
Mme THEVENOT Thérèse	Villards sur Bienne 39200 SAINT CLAUDE	AC 28*
M. TISO Stéphane	10, rue Charles Nodier 39000 LONS LE SAUNIER	ZA 112
SUCCESSION VERGUET Pauline	Les Piards 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	ZA 156
Mme VINCENT Noël	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AD 5 ZA 165a ZC 120
SUCCESSION VUILLOMET Georges	Prénovel 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AD 26 ZB 1, 226*, 228* ZC 21*, 37*, 85*, 90*
Mme WERMEILLE Joseph	Les Piards 39150 St LAURENT EN GRANDVAUX	AC 55 AD 104



PLUi de la Grandvallière

8. Autres annexes

Document arrêté le :

Document approuvé le :

Le Président :

Le Président :



Une montagne *qui vit*

Un territoire en *action*

**Service d'appui aux collectivités
en accessibilité et urbanisme**

Affaire suivie par : Loïc PRUNIERES
loic.prunieres@jura.gouv.fr
ddt-planification@jura.gouv.fr

à
Madame la Présidente
Communauté de communes
de La Grandvallière
31 rue de Paris
39150 SAINT LAURENT EN GRANDVAUX

OBJET : Arrêté préfectoral modifiant le classement
sonore des infrastructures de transports terrestres - Mise à
jour du plan local d'urbanisme intercommunal

P.J. :

- Modèle d'arrêté communautaire de mise à jour
- Arrêté préfectoral n°SREF-2024-01-11-003 en date du 18
janvier 2024 portant classement sonore des
infrastructures de transports terrestres dans le
département du Jura

Lons-le-Saunier, le **14 MARS 2024**

Madame la Présidente,

Par arrêté n°SREF-2024-01-11-003 en date du 18 janvier 2024 le Préfet du Jura a modifié le classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département.

Conformément à l'article R.151-53 du Code de l'urbanisme, le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du Code de l'environnement, doivent être annexés aux plans locaux d'urbanisme.

Les communes de Fort-du-Plasne, La Chaumusse, Chaux-du-Dombief, Lac-des-rouges-truites et Saint-Laurent-en-Grandvaux étant concernées par les dispositions de l'arrêté susvisé, la Communauté de communes de La Grandvallière se doit, dans les meilleurs délais, de procéder à la mise à jour des annexes du plan local d'urbanisme intercommunal.

À cet effet, vous trouverez en pièce-jointe à ce courrier :

- un modèle d'arrêté communautaire qui vous permettra de procéder à la mise à jour du plan local d'urbanisme intercommunal ;
- l'arrêté n°SREF-2024-01-11-003 qui devra être versé aux annexes des plans locaux d'urbanisme concernés, en substitution des arrêtés n°2000-451, n°2000-452, n°2000-453, n°2000-455, n°2000-456, n°2000-457 du 10 novembre 2000, n°2000-493 du 4 décembre 2000 et n°2000-512 du 18 décembre 2000.

L'arrêté communautaire sera transmis par vos soins à la sous-préfecture de Saint-Claude. Il sera affiché en mairie et au siège de la communauté de communes pendant un mois, et un justificatif de l'exécution

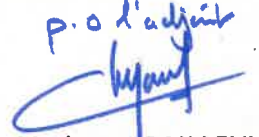
de cette mesure de publicité devra être transmis à la direction départementale des territoires (DDT, SACAU, bureau planification).

Par ailleurs, il conviendra de publier le dossier complet de mise à jour sur le Géoportail de l'urbanisme (GPU).

Le bureau planification de la DDT reste à votre disposition pour répondre à toute demande éventuelle d'informations complémentaires.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

La cheffe du service d'appui aux collectivités
en accessibilité et urbanisme,

P.O. d'adjoint


Marianne BAILLEUX

Nicolas LOYANT

RAA 39-2024-01-18-00009

Arrêté n° SEREF-2024-01-11-003
portant sur le classement sonore des
infrastructures de transports terrestres
dans le département du Jura
Réseau Routier

Le Préfet du Jura
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L 571-10 et R 571-32 à R 571-43 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R 111-4-1, R111-23-1 à R111-23-3 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment son article R151-53 ;

Vu le décret n°95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Serge CASTEL, préfet du Jura, installé dans ses fonctions à compter du 23 août 2022 ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 modifié, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-451 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura - Général ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-452 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Lons-le-Saunier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-453 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Montmorot ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-454 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Perrigny ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-455 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Poligny ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-456 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Salins-les-Bains et Bracon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-457 du 10 novembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Saint-Claude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-493 du 04 décembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Dole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-512 du 18 décembre 2000 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Jura sur la commune de Champagnole ;

Vu les avis des communes concernées dans le cadre de la consultation qui s'est tenue du 04 mai 2022 au 04 août 2022 en vertu de l'article R 571-39 du Code de l'environnement ;

Considérant la nécessité de réexaminer les bases techniques de l'arrêté en vigueur et d'intégrer les évolutions en termes de trafic du réseau routier dans le département du Jura ;

Considérant que certaines portions auparavant concernées ne remplissent plus les critères de trafic prévus à l'article R571-33 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Jura ;

ARRETE

Article 1^{er}

Les arrêtés préfectoraux n° 2000-451, 2000-452, 2000-453, 2000-454, 2000-455, 2000-456, 2000-457 du 10 novembre 2000, n°2000-493 du 04 décembre 2000 et n°2000-512 du 18 décembre 2000 susmentionnés sont abrogés.

Article 2

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié susvisé, sont applicables dans le département du Jura aux abords du tracé des infrastructures routières via une cartographie en annexe 1 et également disponible à l'adresse suivante :

<https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=68e79928-c125-4c11-97c3-33acd423bb15>

Article 3

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionné à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R 571-43 du Code de l'environnement susvisé.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 modifié.

Pour les bâtiments d'enseignement et de santé et les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les arrêtés interministériels du 25 avril 2003 susvisés.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m

65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

Article 5

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies par la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur ».

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau de l'article 4, comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

Article 6

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage pendant une durée d'un mois dans les mairies des communes concernées.

Article 7

Les communes concernées par le présent arrêté sont les suivantes :

Aiglepierre, Alièze, Annoire, Arbois, Archelange, Ardon, Arlay, Audelange, Augea, Aumur, Authume, Auxange, Balanod, Bans, La Barre, Baume-les-Messieurs, Baverans, Beaufort-Orbagna, Bersaillin, Biarne, Biefmorin, Bletterans, Boissia, Bracon, Bretenières, Brevans, Buvilly, Cesancey, Champagnole, Champdivers, Champvans, Charchilla, Chassal-Molinges, Châtenois, Chaux-des-Crotenay, Chemin, Chille, Chilly-le-Vignoble, Choisey, Cize, Clairvaux-les-Lacs, Colonne, Coteaux du Lison, Courlans, Courlaoux, Cousance, Coyron, Crissey, Cuisia, Damparis, Dampierre, Darbonnay, Digna, Dole, Domblans, Dompierre-sur-Mont, Entre-deux-Monts, Équevillon, Étrepigny, Évans, Fontainebrux, Fort-du-Plasne, Foucherans, Gendrey, Gevingey, Gevry, Grange-de-Vaivre, Grozon, Hauteroche, Hauts de Bienne, Jeurre, Jouhè, L'Étoile, , La Barre, La Chapelle-sur-Furieuse, La-Charme, La Chaumusse, La-Chaux-du-dombief, La-tour-du-Meix, Lac-des-Rouges-Truites, Larnaud, Lavancia-Epercy, Lavangeot, Lavans-lès-Dole, Lavans-lès-Saint-Claude, Le-Pasquier, Le-Pin, Le-Vaudioux, Les-Arsures, Les-Rousses, Les-Trois-Châteaux, Lombard, Longchaumois, Longwy-sur-le-Doubs, Lons-le-Saunier, Louvatange, Malange, Mantry, Maynal, Mesnois, Messia-sur-Sorne, Meussia, Moirans-en-Montagne, Monay, Monnières, Mont-sous-Vaudrey, Montaigu, Monteplain, Montigny-lès-Arsures, Montmorot, Montrond, Morbier, Mouchard, Neuville, Nevy-lès-Dole, Nogna, Orchamps, Orgelet, Pagnoz, Pannessières, Parcey, Patornay, Perrigny, Peseux, Plainoiseau, Plaisia, Poids-de-Fiole, Poligny, Pont-de-Poitte, Port-Lesney, Présilly, Pupillin, Quintigny, Rahon, Ranchot, Rans, Revigny, Rochefort-sur-Nenon, Romange, Ruffey-sur-Seille, Saint-Amour, Saint-Aubin, Saint-Claude, Saint-Didier, Saint-Lamain, Saint-Laurent-en-Grandvaux, Saint-Lothain, Saint-Loup, Saint-Maur, Sainte-Agnès, Salins-les-Bains, Sampans, Séligny, Sellières, Souvans, Tavaux, Toulouse-le-Château, Tourmont, Trenal, Val-Sonnette, Vannoz, Vaux-lès-Saint-Claude, Vernantois, Vers-sous-Sellières, Villards-d'Héria, Villeneuve-sous-Pymont, Villers-les-Bois, Villers-Robert, Villerserine, Villevieux.

Article 8

Le présent arrêté doit être annexé par le maire de chaque commune visée à l'article 7, au plan local d'urbanisme.

Les secteurs affectés par le bruit défini à l'article 2 doivent être reportés par le maire de chaque commune visée à l'article 7, dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

Article 9

Une copie du présent arrêté sera adressée au président du conseil départemental du Jura et aux maires des communes concernées.

Article 10

La Secrétaire générale de la préfecture du Jura, les sous-préfets de Dole et de Saint-Claude, le directeur départemental des territoires, les maires des communes visées à l'article 7 sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lons-le-Saunier, **18 JAN. 2024**


Le Préfet
Serge CASTEL

Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent la date de sa publication. A cet effet, le tribunal administratif de Besançon peut être saisi d'un recours contentieux. Il peut l'être par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

L'auteur de la décision peut également être saisi dans ce délai, d'un recours gracieux (Préfecture du Jura 8 rue de la préfecture 39000 LONS LE SAUNIER) ou d'un recours hiérarchique (Ministère de la transition écologique et solidaire 246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse.

ANNEXE 1 à l'arrêté n° SEREF-2024-01-11-003

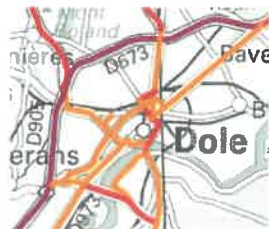


**PRÉFET
DU JURA**

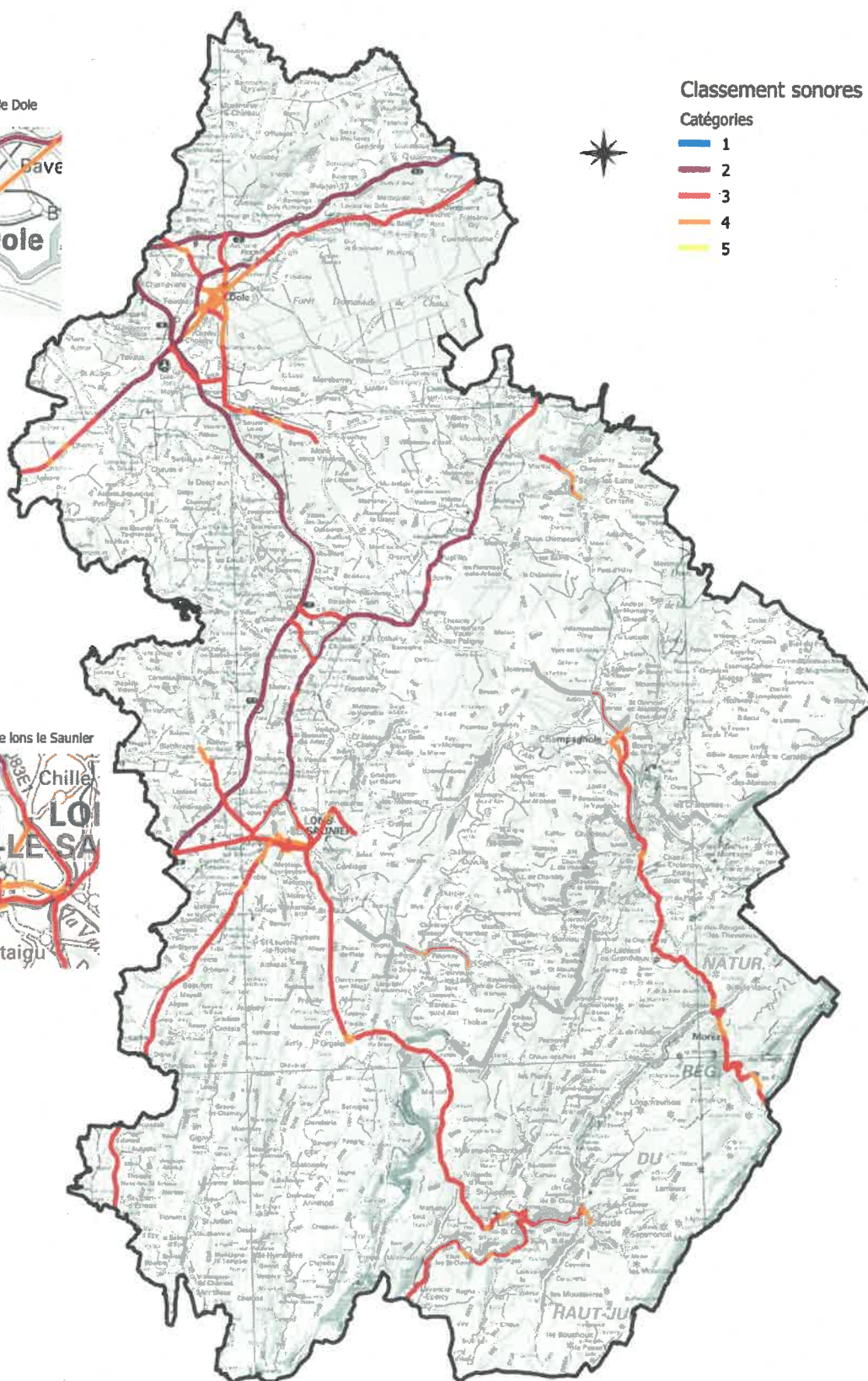
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Classement sonore des routes

Zoom sur l'agglomération de Dole



Zoom sur l'agglomération de Lons le Saunier



**COMMUNAUTE DE COMMUNES
LA GRANDVALLIERE
39150 Saint-Laurent-en-Grandvaux**

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS**

Séance du 25 Octobre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le Mardi 25 octobre, à 20h00, le Conseil Communautaire dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Mme VESPA Françoise.

Date de convocation : 17/10/2022

Nombre de membres en exercice : 27

Date d'affichage :

Nombre de membres présents : 21

Nombre de membres votants : 24

Présents : BAUDURET Jean-Claude, BENOIT Michel, BOURGEOIS Thierry, BRUNEEL Christian, CART-LAMY Jocelyne, CHARTON Jean-Jacques, CLEMENT Robert, CLERC Raphaël, COTTER Marie-Angélique, DEVINES Elodie, FAIVRE Liliane, FICHOT Christine, GRAPPE Bernadette, JARNO Pascal, JEUNET Mélanie, MICHELLI Patricia, PIRAZZI Philippe, PIRON Hervé, RICHARD Jean, SCHIAVONI Laure, VESPA Françoise

Absents excusés : AUGER Yvan, BOUCHOT Nathalie, DELACROIX Jean-Luc, RIGOULOT Marie-Pascale

Absents : MARTELET Fabien, SILVA Anne-Laure,

Ont donné pouvoir : AUGER Yvan à Christian BRUNEEL
DELACROIX Jean-Luc à Christine FICHOT
RIGOULOT Marie-Pascale à Philippe PIRAZZI

Envoyé en préfecture le 27/10/2022

Reçu en préfecture le 27/10/2022

Affiché le

ID : 039-243900610-20221025-D2022_084-DE

Berser
Levrault

Secrétaire de séance : Robert CLEMENT

OBJET : Instauration du DPU sur les zones U, AU

Suite à la loi ALUR et l'article L211-2 du code de l'urbanisme, « la compétence d'un EPCI à fiscalité propre en matière de plan local de l'urbanisme emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain ».

Le Droit de Préemption Urbain (DPU) constitue un outil foncier qui permet à la Communauté de communes de mettre en œuvre sa politique d'aménagement en matière d'habitat, de sauvegarde ou de mise en valeur du patrimoine, d'économie, de renouvellement urbain, de loisirs et de tourisme, d'équipement collectif ou de lutte contre l'insalubrité (cf. article L300-1 du code de l'urbanisme).

Le DPU permet ainsi à la Communauté de communes de se porter acquéreur par priorité à l'occasion de toute aliénation à titre onéreux d'un immeuble bâti ou non bâti situé dans des périmètres préalablement institués par délibération du Conseil Communautaire.

Ainsi, dès que l'acte instituant le DPU est exécutoire, toutes les mutations soumises au DPU doivent faire l'objet d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA). La Communauté de Communes dispose alors d'un délai de deux mois pour se prononcer sur son intention ou non d'exercer son droit de préemption. À ce titre, les communes devront transmettre le plus rapidement possible (sous 7 jours) les DIA qu'elles reçoivent en mairie à la Communauté de Communes, titulaire désormais du droit de préemption.

Par ailleurs, les articles L. 213-3 et R 213-1 disposent que « l'EPCI peut déléguer l'exercice du DPU, dans les conditions de droit commun, à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement ».

Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien. Les biens ainsi acquis entrent dans le patrimoine du délégataire. La délibération portant transfert du droit de préemption précise, le cas échéant, les conditions auxquelles la délégation est subordonnée.

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Présidente,

Vu la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme renoué (ALUR),

Vu la Loi n°85.729 du 18 juillet 1985, relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et notamment son article 6, créant un droit de préemption urbain,

Vu le Code Général de Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-17 et suivants et L5214-16 et suivants,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L211-1, L211-2 et suivants,
Vu le Code de la Santé Publique et notamment l'article L1321-2,
Vu l'article L5211-9 du code général des collectivités territoriales indiquant notamment que « le Président de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par délégation de son organe délibérant, être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme »,
Vu l'arrêté préfectoral n°20160111-001 du 11 janvier 2016 relatif aux compétences et à l'intérêt communautaire de la Communauté de Communes La Grandvallière,
Vu les statuts de la Communauté de Communes La Grandvallière et notamment ses articles définissant ses compétences en matière d'aménagement,
Vu la délibération du 15 juillet 2020 relative aux délégations du Conseil communautaire au Bureau exécutif et au Président,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **d'INSTITUER** un droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones futures d'urbanisation (AU) du plan local d'urbanisme intercommunal approuvé
- **d'INSTITUER** un délai de 7 jours pour les communes afin qu'elles transmettent à la Communauté de communes toute DIA déposée en mairie ;
- **d'OUVRIR** à la Communauté de communes un registre sur lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption, ainsi que l'affectation définitive de ces biens. Ce registre sera mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme ;
- **de DELEGUER** l'exercice du DPU au nom de la communauté de communes, à Madame la Présidente, conformément à l'article L5211-9 du code général des collectivités territoriales ou en son absence, à l'un des vice-présidents bénéficiant d'une délégation de signature.
- **d'AUTORISER** en outre Madame la Présidente à déléguer l'exercice du DPU, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement, conformément à l'article L213-3 du code de l'urbanisme.

La présente délibération prendra effet après transmission à la sous-préfecture de Saint-Claude et affichage au siège de la Communauté de Communes de la Grandvallière pendant un mois et mention dans deux journaux locaux (article R211-2 du code de l'urbanisme).

Cette délibération sera adressée à titre d'information, conformément à l'article R211-3 du code de l'urbanisme, aux :

- Sous-Préfecture de Saint-Claude
- Directeur Départemental des Territoires,
- Directeur Départemental des finances publiques,
- Conseil Supérieur du Notariat,
- la Chambre départementale des Notaires, barreaux constitués auprès du tribunal de Grande Instance et au greffe.

La Présidente,

Françoise VESPA



Envoyé en préfecture le 27/10/2022

Reçu en préfecture le 27/10/2022

Affiché le

ID : 039-243900610-20221025-D2022_084-DE

